

CHRONIQUE

Le marché ne sauvera pas la planète

Le 03/02/2022 6 min



Laurence Scialom Professeure d'économie à l'université Paris Nanterre

En 1972, le rapport Meadows nous alertait déjà sur l'insoutenabilité environnementale de notre régime de croissance du fait des coûts en termes de pollution et d'épuisement accéléré des ressources terrestres induites. Plus de trente ans plus tard, à l'initiative du chercheur en soutenabilité globale, Johan Rockström, 28 spécialistes des sciences environnementales lancèrent un travail de recherche sur la situation écologique globale de la terre se structurant autour du concept de limites planétaires. [Neuf seuils critiques furent ainsi définis](#) en ce sens que leur dépassement peut déclencher des processus biogéophysiques irréversibles et très fortement dégrader, voire mettre en péril la vie humaine sur notre planète.

Si, grâce aux rapports du Giec et plus récemment de l'Ipbes, le réchauffement climatique et la perte de biodiversité concentrent l'attention, le problème est malheureusement plus global et bien plus grave.

Cinq limites planétaires dépassées

Ces limites planétaires incluent évidemment le réchauffement climatique et l'effondrement des espèces vivantes, mais également l'acidification des océans, la destruction de la couche d'ozone, l'emballement du cycle de l'azote et du phosphore, l'assèchement des ressources en eaux douce, la perte de terres cultivables, la saturation atmosphérique en aérosols et la

pollution chimique. Ces seuils critiques sont interdépendants, ce qui signifie que dépasser l'un d'entre eux peut entraîner des effets dramatiques sur les autres.

Cette première publication fut suivie d'autres travaux scientifiques visant notamment à affiner le diagnostic et à le quantifier. Jusqu'à fin 2021, nous savions que quatre de ces limites planétaires avaient été franchies (le réchauffement climatique, l'érosion de la biodiversité, la perturbation du cycle biochimique de l'azote et du phosphore, et le changement d'occupation des sols). D'autres seuils critiques avaient été quantifiés mais non dépassés et deux n'avaient pas été quantifiés : la pollution chimique et la saturation atmosphérique en aérosols.

[Une étude parue le 18 janvier](#) dans la revue *Environmental Science & Technology*, nous apprend que le seuil critique de pollution chimique et plastique (antibiotiques, métaux lourds, pesticides et plastiques notamment) est largement dépassé. C'est donc désormais cinq limites planétaires sur neuf qui ont été franchies !

L'ouverture de la formation des économistes sur les sciences de la terre, de l'environnement et du climat est cruciale

Notons que nombre de ces polluants sont directement des produits dérivés du pétrole, c'est le cas notamment des matières plastiques, des solvants, de certains tissus comme les nylons et les polyesters, de la plupart des engrais chimiques et pesticides.

Sortir de l'addiction au pétrole n'est donc pas seulement un impératif pour lutter contre le réchauffement climatique, mais bien plus généralement pour préserver les écosystèmes, préserver les sols, lutter contre l'effondrement de la biodiversité et les pollutions chimiques.

Les économistes doivent s'y mettre !

Face à l'immensité du mur auquel nous sommes confrontés par quel bout l'économiste peut-il prendre le problème dès lors qu'il sait que notre régime économique est la source principale de cette dégradation environnementale systémique ?

La première attitude responsable serait d'agir en amont sur la formation des économistes, des gestionnaires et des hauts fonctionnaires, de s'assurer

que tous ont les connaissances de base sur le consensus scientifique concernant le franchissement des limites planétaires. L'ouverture de la formation des économistes sur les sciences de la terre, de l'environnement et du climat est cruciale.

Il ne s'agit évidemment pas que les économistes ou gestionnaires se transforment en climatologues ou écologues, mais simplement qu'ils soient en capacité d'interroger, dans une attitude réflexive, à l'aune des savoirs scientifiques faisant consensus, la viabilité environnementale des options économiques que leur outillage intellectuel préconise.

Aucun mécanisme de marché ne peut conduire à laisser dans le sol des ressources fossiles tout à fait rentables à exploiter

L'introspection concernant les doctrines et les pratiques économiques et financières qui accompagnerait l'intégration des limites planétaires dans le socle des savoirs en économie et gestion serait un puissant levier de transformation des outils opérationnels et méthodes de gestion et de prise de décisions économiques.

A titre illustratif, dès lors que l'on intégrerait ces savoirs scientifiques dans la formation de nos économistes comment pourrait-on continuer à penser et à préconiser qu'en divulguant davantage d'informations extra-financières sur la comptabilité carbone, les comportements des acteurs s'aligneront spontanément sur le respect des frontières planétaires ? Comment continuer à défendre une doctrine pro-marché fondée sur le rôle central des signaux prix, quand on admet l'impératif de respect du budget carbone¹ ?

Le marché n'est pas la solution

[Une étude parue le 8 septembre 2021](#) dans la prestigieuse revue *Nature* estime ainsi que pour garder une chance de limiter le réchauffement à + 1,5 °C, il faudrait laisser dans le sol près de 60 % des réserves de pétrole et de gaz, et 90 % de celles de charbon d'ici à 2050.

Or, les marchés financiers et/ou de biens et services n'ont aucune raison de respecter spontanément ce budget carbone, car c'est un référentiel physique renvoyant à la matérialité de nos productions et de nos consommations à savoir les flux de matières et d'énergie, ce qui est

totallement étranger aux référentiels des marchés qui ne s'intéressent qu'aux prix.

Aucun mécanisme de marché ne peut conduire à laisser dans le sol des ressources fossiles tout à fait rentables à exploiter. Les marchés sont incapables de conduire à de telles décisions d'autolimitation de l'exploitation lucrative de ressources. Il en va de même pour la question de la maîtrise des émissions de polluants chimiques ou pour la préservation des sols. Aucun mécanisme de marché – y compris basé sur l'internalisation de ces externalités – ne peut conduire au respect des limites planétaires, car les choix et décisions économiques décentralisés restent totalement indifférents à la pression qu'ils génèrent sur la planète.

Le collectif avant l'individu

Le respect des seuils écologiques critiques impose une rupture paradigmatique, une réhabilitation des interventions publiques fortes, contraignantes et coordonnées au niveau mondial (normes techniques et sanitaires, interdictions de certaines pratiques et activités, etc.) interférant avec les mécanismes de marché et parfois avec la liberté des affaires et la liberté d'entreprendre.

Cet *aggiornamento*, s'il a lieu, devra intégrer la justice sociale, car les ajustements requis toucheront au premier chef les populations déjà les plus fragiles. La bifurcation écologique sera aussi sociale ou elle ne sera pas.

S'il a lieu, il se heurtera aux intérêts puissants des industries et secteurs dont l'activité contribue fortement aux dépassements des frontières écologiques. La lutte contre la porosité entre les sphères décisionnelles publiques et les intérêts privés est donc le prérequis à un tel *aggiornamento*. Celui-ci posera également la question de l'acceptabilité par les populations de mesures vécues comme des entraves à des libertés individuelles, montées au pinacle dans nos sociétés anomiques.

Bref, plaider pour que l'économie s'enchaîne dans les limites planétaires ne revient pas à minimiser les écueils considérables à une telle bifurcation. Mais, l'enjeu nous semble en valoir la chandelle.

- [1](#). Le budget carbone désigne le montant maximal de gaz à effet de serre que l'on peut encore émettre compte tenu de tout ce que nous avons déjà émis depuis la révolution industrielle, pour limiter le réchauffement climatique sous un plafond plus ou moins ambitieux.